

I) Présentation du Proche et du Moyen-Orient

A) « L'Orient compliqué » : le poids de la diversité religieuse et culturelle

1) Derrière l'apparente simplicité d'un espace majoritairement arabo-musulman, une mosaïque religieuse et culturelle

a) Un espace apparemment uni autour de l'islam et de la langue arabe...

A l'exception d'Israël, l'islam est la religion majoritaire de l'ensemble des pays de la région. On trouve quelques minorités chrétiennes dans les pays du Proche-Orient, en particulier en Egypte, en Syrie, au Liban et en Israël. L'appartenance à la communauté musulmane (*umma*) est un important vecteur d'unité au Proche et au Moyen-Orient.

L'arabe est la langue officielle de la plupart des pays du Proche et du Moyen-Orient. C'est aussi la langue maternelle de la majorité des habitants de la région. L'Iran et la Turquie sont les deux seuls pays où l'arabe n'est pas une langue officielle, ni la langue maternelle de la population. En Israël, où 20% de la population est arabe, l'arabe est une langue officielle au même titre que l'hébreu. Le sentiment d'appartenance à un monde arabe transcende également les frontières de la majorité des pays de la région.

b) ... mais offrant une relative diversité ethnique et religieuse

En réalité, le Proche et le Moyen-Orient sont un espace bien plus fractionné culturellement qu'il n'y paraît (cf carte 1). En dehors d'un bloc arabe assez monolithique, les montagnes de Turquie et d'Iran rassemblent des peuples très variés : Turcs et Iraniens, mais aussi Kurdes, Turkmènes, Azéris,...

En tant que religion, l'islam n'est pas plus uni que le christianisme, par exemple. Il se divise en deux confessions principales : le sunnisme (90% des musulmans dans le monde) et le chiisme (moins de 10% des musulmans dans le monde). Si le sunnisme est répandu dans l'ensemble du monde musulman, le chiisme est lui très majoritairement concentré au Proche et au Moyen-Orient (Iran, Irak, Bahreïn, ...). Le sunnisme lui-même se divise en plusieurs écoles religieuses, tandis que le chiisme a donné naissance à divers courants hérétiques dont les plus notables sont les Druzes et les Alaouites.

Localement, les communautés juives et chrétiennes constituent des noyaux particulièrement importants. Le judaïsme est évidemment surtout implanté en Israël. De leur côté, les communautés chrétiennes existent dans tout le Proche-Orient, en particulier en Egypte (Coptes, 10% de la population), au Liban (40% de la population) et en Syrie (10%).

c) Les conflits, sources de redistribution des communautés ethniques et religieuses

Les conflits qui se sont succédés depuis la fin de la Deuxième Guerre Mondiale ont abouti à une relative redistribution des communautés religieuses. Les guerres israélo-arabes ont abouti à la quasi-disparition des communautés juives irakiennes et iraniennes, à la fois contraintes à l'exil par leur pays d'origine et attirées par la politique migratoire de l'Etat d'Israël.

Les communautés chrétiennes, elles, sont en déclin continu à la suite d'événements comme la guerre civile libanaise (1975-1990). Depuis le début des années 2000, avec l'intervention américaine en Irak, des attentats terroristes contre les communautés chrétiennes d'Egypte ou d'Irak, les poussent à la conversion à l'islam ou à l'exil en Europe ou aux Etats-Unis.

2) Le fractionnement religieux et culturel, une source d'instabilité

a) Des minorités opprimées ou instrumentalisées

De façon générale, les politiques discriminatoires dont sont victimes les minorités religieuses dans certains pays

(Coptes en Egypte, chrétiens en Irak, chiites en Arabie Saoudite) s'expliquent en partie par le fait qu'elles sont considérées comme des ennemis de l'intérieur (chrétiens considérés comme alliés des Américains en Irak, chiites considérés comme alliés de l'Iran en Arabie Saoudite).

De même, la présence de minorités ethniques parfois très nombreuses fragilise l'unité nationale de certains Etats. Par exemple, les revendications nationalistes kurdes concernent 20 à 30 millions de personnes vivant en Turquie, en Irak, en Iran et en Syrie. En Turquie, où vivent la majorité des Kurdes, ils représentent de 15 à 20% de la population. Le Kurdistan irakien est autonome depuis la Première Guerre du Golfe en 1991. Il fait régulièrement l'objet d'interventions militaires turques car il est le refuge des combattants indépendantistes kurdes de Turquie. Pour la même raison, la Turquie est intervenue récemment dans la guerre civile syrienne, en partie pour empêcher la constitution le long de ses frontières d'un Kurdistan syrien autonome, qui serait un facteur supplémentaire de déstabilisation à ses frontières.

Les revendications nationalistes ou les sentiments d'appartenance religieuse ou ethnique sont régulièrement instrumentalisés dans les conflits régionaux. Durant la guerre Iran-Irak (1980-1988), l'Iran comptait sur le fait que 60% des Irakiens sont chiites pour déstabiliser l'Irak, dont le gouvernement au main des sunnites persécute la communauté chiite. L'Iran soutenait également des groupes rebelles kurdes dans le nord de l'Irak, entraînant en représailles le bombardement de la ville kurde irakienne de Halabja par l'armée irakienne (1988). Inversement, l'Irak espérait un soutien des populations arabes du Sud-Ouest de l'Iran. Au final, la plupart de ces espoirs ont été déçus. Les chiites d'Irak sont aussi des Arabes, pour qui l'Iran fait figure de puissance ennemie héréditaire, tandis que les Arabes d'Iran sont aussi des chiites, peu intéressés par l'idée de se soumettre au pouvoir sunnite de Bagdad.

Les multiples appartenances culturelles et religieuses qui ne se recoupent pas rendent donc complexe la géopolitique de cette région.

b) Une coexistence difficile : l'exemple libanais

Les différentes communautés ne s'affrontent pas forcément, mais la coexistence reste fragile et vite remise en cause par les conflits et les tensions régionales, comme le montre l'exemple libanais.

Le Liban est à sa naissance un Etat multiconfessionnel comptant 50% de chrétiens et autant de musulmans. Ces communautés sont divisées entre elles : les chrétiens entre maronites et orthodoxes ; les musulmans entre sunnites, chiites et druzes. Dès 1943, un accord informel prévoit une répartition des fonctions : le président est maronite, le premier ministre sunnite, le président du Parlement chiite. Les sièges ministériels et de députés sont également répartis de façon confessionnelle (6 chrétiens pour 5 musulmans).

Les trois guerres israélo-arabes causent un afflux de 250 000 réfugiés palestiniens. Installés dans des camps à proximité des grandes villes comme Beyrouth, ils échappent au contrôle du gouvernement et deviennent une source de déstabilisation pour le Liban. L'OLP, Organisation de Libération de la Palestine, organise des raids en territoire israélien depuis le Liban, entraînant des représailles de la part d'Israël. Les communautés libanaises se divisent sur la question. Les musulmans soutiennent les Palestiniens tandis que les chrétiens s'opposent à eux. Une guerre civile éclate entre les communautés, chrétiens contre musulmans bien sûr, mais aussi à l'intérieur mêle de ces groupes religieux : entre chrétiens orthodoxes et maronites, entre sunnites, chiites et druzes. Le Liban fait alors l'objet d'occupations militaires israélienne et syrienne sur une partie du territoire.

En 1990, la guerre civile libanaise prend fin avec les accords de Taëf qui officialisent le partage informel de 1943, avec des sièges de députés et de ministres répartis entre chrétiens et musulmans sur la base du 50/50. Ces accords officialisent également un fort de la Syrie sur le Liban, qui permet à la Syrie de négocier à son avantage un accord de partage des eaux de l'Oronte.

B) Un espace aux enjeux géostratégiques forts

1) Un espace à sécuriser pour les grandes puissances

a) Un carrefour et un espace-tampon à contrôler

Avec la construction du canal de Suez, au XIXe siècle, le Proche et le Moyen-Orient deviennent une étape centrale sur la route reliant les puissances européennes, en particulier le Royaume-Uni, à leurs possessions coloniales asiatiques. La sécurisation de la route des Indes amène les Britanniques à prendre le contrôle de

l'Égypte, pour contrôler le canal de Suez, et du littoral méridional de la péninsule arabique (Yémen, Oman, Emirats Arabes Unis,...) pour lutter contre la piraterie. Malgré la disparition des empires coloniaux après la Deuxième guerre mondiale, la sécurité du canal de Suez et des principaux détroits de la région (Bab el Mandeb et Ormuz) demeure une priorité pour les puissances occidentales, afin de sécuriser leur approvisionnement en pétrole.

Parallèlement, le contrôle du Proche et du Moyen-Orient est un enjeu important dans la rivalité qui oppose les grandes puissances mondiales. Le Royaume-Uni, puis les États-Unis, s'opposent à la volonté russe, puis soviétique, d'accéder à la Méditerranée et à l'Océan indien via cette région.

b) L'enjeu pétrolier

L'intérêt suscité par le Proche et le Moyen-Orient pour les grandes puissances mondiales s'est encore accru à partir du début du XXe siècle lorsque le pétrole est devenu un élément essentiel de l'économie mondiale. Les mandats créés sur les dépouilles de l'empire ottoman après la Première guerre mondiale sont un moyen pour les puissances européennes de contrôler directement les gisements de pétrole de l'Irak. Après la Deuxième guerre mondiale, le contrôle des gisements de pétrole passe par l'intervention des grandes firmes pétrolières occidentales, en particulier les « Sept Soeurs », dont les activités économiques dans la région sont protégées par les gouvernements occidentaux.

2) Une instabilité politique chronique

Les États du Proche et du Moyen-Orient sont en général fragiles et instables. Cette instabilité a plusieurs sources.

Tout d'abord, ces États ne sont pas en général des États-nations. D'un côté, le mouvement panarabe considère que l'ensemble des pays arabes constituent une seule nation, ce qui a justifié les tentatives de l'Égypte, sous la présidence de Nasser dans les années 50 et 60, mais aussi de la Syrie ou de l'Irak d'étendre leur domination sur la région. D'un autre côté, la plupart des pays du Proche et du Moyen-Orient hébergent des minorités religieuses ou ethniques non négligeables, qui peuvent être source de déstabilisation politique lorsqu'elles s'estiment opprimées (Kurdes, Chiites,...).

D'autre part, la plupart des pays du Proche et du Moyen-Orient sont des pays récents sans passé historique réel. La Jordanie est l'exemple-type de pays créé de toute pièce au Moyen-Orient par la colonisation européenne. Seuls l'Égypte, la Turquie et l'Iran peuvent se prévaloir d'une longue existence, d'un passé prestigieux et d'une existence plutôt solide. Les événements du XXe (guerre civile libanaise) et du XXIe siècle (guerre civile syrienne et irakienne) montrent que même des puissances régionales importantes peuvent s'effondrer rapidement sous le coup d'une guerre étrangère ou d'une guerre civile.

Cette instabilité politique chronique est un motif majeur d'intervention des grandes puissances régionales ou mondiales. Nasser est ainsi soutenu par l'URSS dans sa politique régionale panarabe, car celle-ci y voit dans le cadre de la Guerre froide un moyen pour augmenter son influence dans la région. Autre exemple, la guerre civile qui a éclaté en 2011 en Syrie a vu l'intervention de l'Iran et de la Russie au profit de Bachar el-Assad en Syrie, l'un et l'autre cherchant à augmenter leur influence dans la région face aux États-Unis et à la Turquie. De même, la guerre civile yéménite voit s'affronter une rébellion chiite soutenue par l'Iran face à un gouvernement central soutenu par l'Arabie saoudite.

II) L'enjeu des ressources naturelles : l'eau et le pétrole

A) Les enjeux de l'eau dans un espace aride

1) Une ressource inégalement répartie

a) Les approvisionnements : « châteaux d'eau » montagneux et fleuves

Le Proche et le Moyen-Orient sont dans l'ensemble des espaces arides. Seules quelques régions montagneuses jouent le rôle de « château d'eau » pour l'ensemble de cet espace. Il s'agit des principales chaînes montagneuses de cette région : le Taurus (Turquie) et le Liban, mais aussi des montagnes plus lointaines (Ethiopie, Afrique centrale). De ces régions montagneuses plus arrosées descendent des fleuves indispensables à l'approvisionnement en eau des plaines voisines : le Tigre, l'Euphrate, l'Oronte, le Jourdain et le Nil.

b) Les ressources non conventionnelles ou non renouvelables

L'eau fournie par la pluie et par les fleuves, qualifiée de ressources conventionnelles, n'est pas toujours suffisante pour assurer l'approvisionnement de certains pays. D'autres sources d'approvisionnement sont alors utilisées. Il s'agit par exemple de l'utilisation de nappes phréatiques fossiles, qui ne se renouvellent pas, et dont le niveau baisse sans cesse. Il peut s'agir également, lorsque les moyens financiers et technologiques le permettent, du dessalement de l'eau de mer.

Ces ressources non conventionnelles assurent une part croissante des besoins en eau des pays qui ont les moyens de les financer. Ainsi, la station de dessalinisation d'Askelon assure à elle seule l'approvisionnement d'un quart de la population d'Israël. Au Qatar, c'est 99% de l'approvisionnement en eau qui provient du dessalement de l'eau de mer.

c) Des Etats en grande majorité dépendants pour leur approvisionnement en eau

En dehors de la Turquie, qui bénéficie théoriquement de plus de 3000m³ d'eau par an et par habitant, la plupart des pays du Proche et du Moyen-Orient sont dans une situation de stress hydrique, voire de pénurie. Des pays comme l'Egypte disposent à peine de 800m³ d'eau par an et par habitant (France : 3300m³). Ce pays, mais aussi la Syrie et l'Irak, sont entièrement dépendants pour leur approvisionnement en eau de fleuves qui prennent leur source à l'étranger, et dont le contrôle devient un enjeu géopolitique majeur dans un contexte d'augmentation des besoins.

2) Des besoins croissants

a) La croissance démographique accentue les besoins en eau...

L'ensemble des pays du Proche et du Moyen-Orient connaissent un accroissement naturel supérieur à la moyenne mondiale, allant de 1,3%/an (Turquie, Iran) jusqu'à 7, voire 9% par an (Qatar, Oman). La population de cette région ne cesse donc de s'accroître, accroissant par la même occasion la pression sur les ressources en eau.

b) ... de même que le développement

Certains pays connaissent un décollage économique qui cause une hausse du niveau de vie de la population. En dehors d'Israël, seule économie développée de la région, c'est le cas de la Turquie (puissance émergente) et de pays pétroliers à faible population comme l'Arabie Saoudite, le Qatar ou Bahreïn. La hausse du niveau de vie entraîne une hausse de la consommation en eau. Un Israélien consomme ainsi 375m³ d'eau par an, contre 160 pour un Palestinien. Quant au Qatarien moyen, il consomme 400 litres d'eau par jour, contre 275 en France par exemple.

3) L'eau, un enjeu géopolitique majeur dans les conflits régionaux : l'exemple d'Israël et de ses voisins

Les conflits entre Israël, ses voisins et les Palestiniens sont indissociables de la question de l'eau. Les principales ressources en eau de Palestine sont d'une part les eaux du Jourdain, d'autre part les nappes phréatiques des collines de Judée-Samarie. Dans le plan de partage de l'ONU de 1947, ces ressources sont

largement en dehors du territoire de l'Etat juif. Lors des guerres de 1948-49 et de 1967, Israël va faire la conquête de l'ensemble de la rive ouest du Jourdain ainsi que du plateau syrien du Golan, améliorant ainsi son contrôle sur les ressources en eau régionales : l'ensemble des sources du Jourdain et des rives du lac de Tibériade passent alors sous son contrôle. Aujourd'hui, 86% du débit du Jourdain à la sortie du lac de Tibériade est capté par Israël, puis distribué jusqu'au sud du pays par un système de canalisations permettant l'agriculture irriguée jusque dans le désert du Negev. En aval, l'implantation de colonies israéliennes le long du Jourdain interdit aux Palestiniens de Cisjordanie d'accéder au fleuve. Dans les territoires occupés, depuis 1967, l'exploitation des nappes phréatique est presque exclusivement réservé aux colonies israéliennes. Les Palestiniens se voient quasiment interdire le droit de forer des puits, et sont obligés de se contenter des précipitations pour leur approvisionnement en eau. La question du partage de la ressource en eau est l'une des pierres d'achoppement dans la résolution du conflit israélo-palestinien.

B) La ressource pétrolière : une manne dans une région connaissant un retard de développement

1) Une ressource elle aussi inégalement répartie

a) Quelques grands gisements partagés par un faible nombre de pays...

Le Moyen-Orient représente à lui seul près de 40% des réserves mondiales de pétrole. L'essentiel des gisements se partagent entre les pays du Golfe persique, en particulier l'Arabie saoudite (12% des réserves mondiales), l'Iran (5%), les Emirats arabes unis, l'Irak et le Koweït (3% chacun). Les réserves pétrolières concernent donc au premier chef des pays désertiques et très peu peuplés.

b) De grandes puissances démographiques privées de ressources pétrolières

Inversement, la majorité des pays de la région sont privés des ressources pétrolières. C'est le cas en particulier de la Turquie et de l'Egypte (respectivement 75 et 85 millions d'habitants, soit presque la moitié de la population du Proche et du Moyen-Orient à eux deux), qui n'ont quasiment aucune ressources pétrolières.

2) Le pétrole suscite les convoitises des grandes puissances

a) La mainmise occidentale sur la production pétrolière au XXe siècle

Lorsque les gisements pétroliers moyen-orientaux commencent à intéresser l'Europe, à la veille de la Première guerre mondiale, ils passent sous le contrôle de sociétés principalement britanniques, mais aussi allemandes. Après le premier conflit mondial, les entreprises pétrolières américaines font irruption au Moyen-Orient. Le pétrole moyen-oriental est alors aux mains des « Sept Soeurs », dites aussi les Majors, les sept principales entreprises pétrolières mondiales :

Standard Oil of New Jersey (futur Exxon-Mobil)	<i>Etats-Unis</i>
Chevron	<i>Etats-Unis</i>
Texaco	<i>Etats-Unis</i>
Gulf Oil	<i>Etats-Unis</i>
Mobil	<i>Etats-Unis</i>
Anglo-Persian Oil Company (futur BP)	<i>Royaume-Uni</i>

L'influence des multinationales pétrolières occidentales s'accroît encore, au profit des Américains, avec les accords du Quincy (1945) qui ouvre le pétrole saoudien aux entreprises américaines en échange de la protection politique des Etats-Unis sur le royaume d'Arabie saoudite. Les royalties touchées par les gouvernements moyen-orientaux restent faibles : le gouvernement iranien ne touche ainsi que 16% des bénéfices de l'exploitation du pétrole sur son territoire.

b) Un relatif rééquilibrage ?

A partir de la fin des années 1940, on assiste à la contestation par une partie des gouvernements moyen-orientaux de la domination des Majors. Le gouvernement iranien est le premier, en 1948, à essayer de nationaliser sa production pétrolière. La création de l'OPEP, en 1960, dans laquelle les pays moyen-orientaux sont dominants, permet à ses membres de réguler le cours mondial du pétrole pour s'assurer des revenus réguliers.

Si les entreprises occidentales ont vu leurs bénéfices rognés au profit des gouvernements moyen-orientaux, elles restent cependant incontournables sur le marché du pétrole moyen-oriental.

c) Pétrole et rayonnement géopolitique

Le pétrole est, pour certains pays, une source de rayonnement géopolitique disproportionné par rapport à leur poids démographique. Ainsi, l'Arabie saoudite joue un rôle diplomatique central au Proche et au Moyen-Orient, car les ressources financières qu'elle tire de l'exploitation pétrolière lui permet de financer de nombreux mouvements politiques (Autorité Palestinienne), voire certains gouvernements (Yémen).

III) Une histoire diplomatique complexe, source de conflits multiples

A) La fin de la domination ottomane et l'irruption européenne

1) Les conséquences de la Première Guerre Mondiale sur le Proche-Orient

Le Proche et le Moyen-Orient sont dominés depuis le Moyen-Age par deux empires : l'empire perse et surtout l'Empire ottoman. Autrefois très puissants, ces empires sont entrés en décadence au XIXe siècle. L'Empire ottoman sera même surnommé « l'homme malade de l'Europe ». Peu à peu, ils ont dû céder de vastes territoires aux puissances européennes.

a) Les accords Sykes-Picot

L'Empire ottoman choisit le camp de la Triple Alliance pendant la Première guerre mondiale. En conséquence, les Britanniques et les Français prévoient en 1916 un vaste plan de partage des dépouilles de l'Empire ottoman : les accords Sykes-Picot. La France et le Royaume-Uni se partageraient les territoires arabes de l'empire (Irak, Syrie, Liban, Transjordanie), tandis que d'autres territoires seraient cédés à l'Italie, à la Grèce ou encore à un Etat kurde ou arménien.

b) Les promesses contradictoires des Britanniques et leurs conséquences

Parallèlement, afin de s'assurer un vaste soutien des populations non turques de l'Empire ottoman, les Britanniques se livrent à des promesses contradictoires. En 1917, la Déclaration Balfour assure aux juifs, dont la population augmente en Palestine en raison du mouvement sioniste, la création d'un « foyer national juif » en

Palestine. Par l'intermédiaire de « Laurence d'Arabie » (Thomas Edward Lawrence, de son vrai nom), les Britanniques activent également le nationalisme arabe et promettent à Hussein, Chérif de la Mecque, la création d'un vaste royaume arabe pour lui et ses fils. Ils se lient également avec la dynastie des Saoud, qui règnent sur l'Arabie centrale.

En 1920, lorsque le sort de l'Empire ottoman est réglé par le traité de Sèvres, les promesses contradictoires des Britanniques sont une source de futurs conflits, à court et moyen terme. D'une part, les promesses faites aux arabes et aux juifs les mettent en concurrence pour le même espace, la Palestine. D'autre part, l'application des grandes lignes des accords Sykes-Picot donne la part du lion à la France et au Royaume-Uni, qui obtiennent la gestion des mandats du Liban et de Syrie pour la France, d'Irak et de Transjordanie pour le Royaume-Uni. Hussein, chassé de la Mecque par la dynastie des Saoud, n'obtient pour ses fils que les trônes de Transjordanie et d'Irak, où les Britanniques exercent évidemment l'essentiel du pouvoir. Enfin, la Turquie est humiliée par un traité qui la dépouille de la majorité de ses territoires.

c) Conflits et tensions au Proche et au Moyen-Orient dans l'Entre-deux-guerres

Dès la signature du traité de Sèvres, les premiers conflits éclatent. La Turquie, devenu un Etat moderne et laïc sous la direction de Mustafa Kemal, dit Ataturk, chasse les Grecs, les Français et les Britanniques et obtient le traité de Lausanne qui lui donne ses frontières actuelles. En Syrie, l'armée française écrase par la force une révolte nationaliste arabe. En Palestine, une série de révoltes et d'émeutes scande les années 1920-1930, dirigées contre l'immigration juive mais également contre la présence britannique. Elle culmine avec la grande révolte arabe de 1936. Les affrontements opposent les nationalistes arabes palestiniens aux colons juifs, défendus par la Haganah, une organisation de défense juive.

Parallèlement à cette situation troublée, de nouveaux acteurs politiques font leur entrée au Proche et au Moyen-Orient. Il s'agit des Etats-Unis. En effet, à la suite de pressions diplomatiques renouvelées, cinq firmes pétrolières américaines furent autorisées en 1928 à entrer au capital de l'Irak Petroleum Company, contrôlée jusque là par la compagnie française CFP et les compagnies britanniques Anglo-Persian Oil Company (future BP) et Royal Dutch Shell. Le pétrole moyen-oriental passe alors pour longtemps au main des « Septs Soeurs », les sept plus grandes firmes pétrolières mondiales.

Le Proche et le Moyen-Orient joueront un rôle stratégique non négligeable dans la Deuxième guerre mondiale, l'Allemagne et le Royaume-Uni cherchant tous deux à contrôler cette région, à la fois pour s'assurer d'une route maritime majeure par le canal de Suez et pour s'assurer de réserves de pétrole essentielles à la poursuite de la guerre.

B) Le Proche et le Moyen-Orient dans la Guerre froide

1) De nouvelles influences tiraillent le Proche et le Moyen-Orient

a) La décolonisation du Proche et du Moyen-Orient

La fin de la Deuxième guerre mondiale marque la décolonisation du Proche et du Moyen-Orient. Au plus tard en 1946, l'ensemble des Etats de la région ont pris leur indépendance, à l'exception des petits émirats du Golfe persique.

b) L'émergence de l'influence américaine et soviétique intègre le Proche et le Moyen-Orient aux dynamiques de la Guerre froide

L'influence américaine s'accroît dans la région à mesure que diminue l'influence européenne. Par les accords du Quincy, en 1945, les Etats-Unis deviennent les protecteurs du royaume d'Arabie Saoudite. Vaste, disposant à la fois des lieux saints de la Mecque et de Médine et des plus importantes réserves de pétrole mondiale, ce royaume souhaite exercer un leadership dans le monde arabe. Mais, désertique, il est soumis aux convoitises de voisins plus peuplés. Les accords du Quincy lui offrent ainsi la protection américaine, en échange de l'ouverture des champs de pétrole saoudiens aux entreprises pétrolières américaines.

Les Etats-Unis contrôlent fermement la région au départ, par une série de traités et d'alliance. La Turquie entre dans l'OTAN en 1952 tandis que le Pacte de Bagdad est signé en 1955. Mais, à la suite des nombreux coups d'Etats et conflits régionaux, l'URSS parvient à attirer un certain nombre d'alliés déçus de la politique américaine : la Syrie, l'Egypte et l'Irak. Les crises et les conflits du Proche et du Moyen-Orient s'intègrent dès lors aux dynamiques de la Guerre froide. L'enjeu géopolitique de la région est majeur : elle fournit au bloc occidental l'essentiel de ses importations de pétrole. Plusieurs interventions militaires étrangères ont lieu, comme à Suez en 1956 (France et Royaume-Uni), au Liban en 1958 (Etats-Unis), en Afghanistan en 1979 (URSS), tandis que chacune des superpuissances arme ses alliés.

2) Israël et le nationalisme arabe

a) La naissance de l'Etat d'Israël ajoute à la complexité géopolitique du Proche et du Moyen-Orient

La naissance de l'Etat d'Israël ajoute un foyer de conflit supplémentaire au Proche et au Moyen-Orient. Ces conflits s'inscrivent tout d'abord dans la ligne des conflits qui ont opposé les communautés juives et arabes dans les années 1920-1930. Plusieurs guerres opposent ainsi Israël à tout ou partie de ses voisins : guerre israélo-arabe de 1948-1949, expédition de Suez (1956), Guerre des Six Jours (1967), Guerre du Kippour (1973).

Les conflits israélo-arabes déstabilisent tout le Proche-Orient. En effet, ils causent dès 1948 l'exil de 4,5 millions de Palestiniens. Installés dans des camps de réfugiés en Jordanie, en Syrie et au Liban, ils sont source d'instabilité politique pour ces Etats. En Jordanie, le régime du roi Hussein est menacé par l'Organisation de Libération de la Palestine, née dans les camps de réfugiés palestiniens, et dirigée par Yasser Arafat. En 1970, l'armée jordanienne expulse l'OLP de Jordanie, au prix de milliers de morts dans les camps de réfugiés. Installé au Liban, l'OLP contribue alors à la guerre civile qui ravage ce pays à partir de 1975.

b) Israël cristallise le nationalisme arabe

La lutte contre Israël est le principal moteur du nationalisme panarabe (« tous les arabes ») pendant la Guerre froide. Ce nationalisme est principalement incarné par la Ligue Arabe, née en 1945, qui regroupe tous les pays de langue arabe de la région (à l'exclusion évidemment d'Israël, mais aussi de la Turquie et de l'Iran). Au sein de cet organisme, plusieurs tentatives d'unification du monde arabe sont menées, le plus souvent autour de l'Egypte dirigée par Nasser, mais qui sont toutes des échecs en raison des rivalités géopolitiques opposant les principales puissances arabes (Egypte, Syrie, Irak, Arabie Saoudite).

3) La montée de l'islamisme politique

a) L'échec des régimes en place face à Israël et à la domination étrangère

Les principales puissances régionales du Proche et du Moyen-Orient sont, à quelques exceptions près (Arabie Saoudite, Iran), des républiques qui, sous l'influence de l'Occident ou de l'URSS, revendiquent une certaine laïcité. A la fin des années 60, les opinions publiques arabes leur reprochent leurs échecs dans la lutte contre Israël et leur soumission aux intérêts de puissances étrangères dans le cadre de la Guerre froide. En Egypte comme en Iran, des mouvements politiques islamistes cherchent à renverser les gouvernements en place pour édifier des régimes politiques basés sur l'islam. En Iran, le gouvernement du Shah est renversé par l'ayatollah Khomeiny en 1979, tandis que le président égyptien Sadate est assassiné par les Frères Musulmans en 1981.

b) Un événement majeur : la naissance de la république islamique d'Iran

Le Shah d'Iran est un allié fidèle des Etats-Unis. Il est renversé en 1979 par un mouvement islamiste profondément hostile aux Etats-Unis qui ont inféodé l'Iran à leurs intérêts et dont les multinationales pillent les ressources pétrolières. L'Iran islamique est également hostile aux Etats-Unis et à l'URSS pour des raisons religieuses, ces pays étant désignés comme des suppôts de Satan. La tension régionale issue de la naissance de cette république islamique s'aggrave encore l'année suivante lorsque l'Irak, soutenu par l'Occident comme par

l'URSS, déclenche une guerre contre l'Iran qui durera huit ans.

C) Le Proche et le Moyen-Orient depuis la fin de la Guerre froide

1) Une domination américaine presque exclusive

a) La fin de l'influence soviétique marginalise les ennemis traditionnels des Etats-Unis

L'influence soviétique disparaît du Proche et du Moyen-Orient à la fin de la Guerre froide. Les Etats-Unis se retrouvent sans réel adversaire dans la région, à part l'Iran.

b) Une domination américaine basée sur un ensemble d'alliés hétéroclites et souvent rivaux

La domination américaine, incontestable, est cependant indirecte et dépend d'un petit nombre d'alliés hétéroclites et rivaux entre eux. Il s'agit d'abord de la Turquie, relativement isolée sur la scène régionale, membre de l'OTAN, laïque et occidentalisée. L'Egypte est un autre allié important, dont le gouvernement est le seul gouvernement arabe à avoir reconnu l'existence d'Israël, mais dont l'opinion publique reste hostile à l'influence américaine et à l'existence de l'Etat hébreu. L'Arabie Saoudite, royaume à la doctrine religieuse particulièrement réactionnaire, aspire de son côté à un rôle de domination régionale grâce à l'argent qu'elle retire de ses exportations de pétrole. Enfin, Israël est le dernier allié sur lequel les Etats-Unis puissent compter dans la région. La plupart de ces Etats s'entendent très mal entre eux.

2) L'importance des enjeux géoéconomiques poussent les Etats-Unis à pacifier le Proche et le Moyen-Orient

a) Une région vitale pour l'économie mondiale

Le Moyen-Orient représente à lui seul 40% de la production d'hydrocarbures mondiale. Ses exportations de pétrole sont essentielles pour la plupart des pays européens, mais aussi pour la Chine ou encore pour le Japon. Elles représentent également une part non négligeable de la consommation américaine. La stabilité politique de la région est donc essentielle pour les Etats-Unis et le reste du monde.

b) Des tentatives pour pacifier la région par la force ou par la négociation

Avec la disparition de l'URSS, les Etats-Unis disposent d'une large marge de manœuvre pour régler les conflits qui pourraient menacer la stabilité de la région, et donc les exportations de pétrole. Ils s'efforcent de régler les conflits régionaux par la force ou la négociation. La Première Guerre du Golfe, en 1990-1991, est une intervention militaire dirigée par les Etats-Unis sous mandat de l'ONU pour empêcher l'Irak de contrôler le Koweït. Contre l'Iran, les Etats-Unis utilisent l'arme du blocus économique depuis 1979. Enfin, les Etats-Unis se sont impliqués diplomatiquement pour trouver une solution au conflit israélo-palestinien, aboutissant aux accords d'Oslo de 1993.

c) La lutte contre le terrorisme islamique

Avec les événements du 11 septembre 2001, le Proche et le Moyen-Orient sont devenus le lieu majeur de la lutte des Etats-Unis contre le terrorisme islamique. Cette lutte se fait de façon indirecte, en soutenant des gouvernements alliés, mais aussi par des interventions directes comme l'invasion de l'Afghanistan en 2001. Enfin, la lutte contre le terrorisme sert parfois de prétexte pour liquider de vieux adversaires, comme Saddam Hussein en Irak.

3) En dépit ou à cause des interventions étrangères, la persistance des conflits

1) *Les conséquences des Printemps arabes*

Les Printemps arabes, nés en Tunisie fin 2010, sont des mouvements de contestation populaire qui touchent l'ensemble du monde arabe, du Maroc à l'Irak, dont les revendications portent sur la liberté, la démocratisation, la fin de la corruption et la lutte contre les difficultés sociales et économiques de la population. Si ces mouvements amènent la chute du dictateur égyptien Moubarak, et des réformes en Jordanie ou au Koweït, elles vont surtout causer une déstabilisation de grande ampleur en Syrie. La répression violente organisée par le dictateur Bachar el-Assad dégénère en effet en guerre civile où apparaissent toutes les fragilités et les fractures de l'État syrien : guerre civile entre forces pro-démocratiques (ou supposées l'être) et forces militaires d'une dictature, entre minorité kurdes et arabes, entre sunnites, chrétiens et alaouites.

2) *Un vide de pouvoir dont profite Daesh*

L'effondrement de l'autorité du pouvoir syrien, jointe à la faiblesse du gouvernement irakien mis en place par les Etats-Unis lors de leur intervention militaire de 2003, fait que de vastes espaces du Moyen-Orient échappent à une autorité politique constituée. L'État islamique (Daesh), mouvement terroriste islamiste salafiste, en profite à partir de 2014 pour mettre en place un État autoproclamé, à partir duquel il mène le djihad au Moyen-Orient, mais qui lui sert aussi de base de départ pour mener des attentats terroristes en Europe. L'ambiguïté dont certains États de la région font preuve à l'égard de Daesh, en particulier la Turquie et l'Arabie saoudite, permet dans un premier temps à l'État islamique de prendre le contrôle d'environ la moitié de la Syrie et d'un bon quart de l'Irak.

3) *Des recompositions récentes : recul de l'influence occidentale, réémergence d'autres acteurs*

Les hésitations du monde occidental (Etats-Unis et Europe) qui laissent Bachar el-Assad multiplier les crimes de guerre impunément et qui tardent à mettre en place une coalition capable d'éliminer Daesh laissent le champ libre à des acteurs régionaux dont l'influence avait parfois complètement disparue.

La Turquie est le premier de ses acteurs. Elle est directement concernée par la guerre civile syrienne qui lui a valu d'accueillir trois millions de réfugiés syriens. D'autre part, elle a une longue frontière commune avec la Syrie, et ses relations avec Bachar el-Assad sont particulièrement mauvaises. Par ailleurs, le développement d'un Kurdistan syrien autonome appuyé sur le Kurdistan irakien est une source de déstabilisation pour la Turquie, où vivent la majorité des Kurdes de la région. Enfin, le président Erdogan est le porteur d'une idéologie néo-ottomane, en rupture avec les traditions kémalistes du pays, qui vise à développer l'influence turque au Moyen-Orient et en Asie centrale.

Pour toutes ces raisons, la Turquie intervient de façon croissante dans le conflit syrien, et occupe même une partie du territoire du pays. Cependant, elle se heurte aux intérêts de la Russie, principale alliée de Bachar el-Assad, et soucieuse de développer son influence dans la région. Profitant de l'irrésolution occidentale, Vladimir Poutine réussit à assurer la victoire quasi-totale de Bachar el-Assad, actuellement occupé à reprendre le contrôle des dernières enclaves contrôlées par ses opposants.